

GIP ESEA NOUVELLE-AQUITAINE
180 rue Guillaume Leblanc
33000 BORDEAUX

**MISE EN PLACE D'UN CONTRAT DE PRÉVOYANCE AU SEIN
DU GIP ESEA**

RÉFÉRENCE : 2025_PREVOYANCE_ESEA

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Marché passé selon une procédure adaptée MAPA

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :
10 octobre 2025 à 18 heures

SOMMAIRE

1. OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ.....	3
1.1. Contexte du marché.....	3
1.2. Objet du marché.....	3
1.3. Cadre juridique et normatif.....	3
2. DESCRIPTION DU BESOIN	4
2.1. Etude des agents du GIP ESEA	4
2.2. Condition d'adhésion.....	4
2.3. Condition de sortie.....	4
2.4. Garanties requises	4
3. Prestations demandées aux soumissionnaires.....	5
3.1. Garanties de base et facultatives.....	5
3.2. Modalités de gestion et relation clients.....	6
3.2.1. Les services apportés aux agents d'ESEA.....	6
3.2.2. Les services apportés à l'équipe administrative d'ESEA.....	6
3.3. Prise d'effet des garanties.....	7
4. MODALITES DE REPONSE AU MARCHÉ	7
4.1. Pièces contractuelles du marché	7
4.2. Documents à fournir	7

1. OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ

1.1. Contexte du marché

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) ESEA Nouvelle-Aquitaine est un organisme de droit public créé le 30 mai 2017, dont l'arrêté d'approbation a été publié au Recueil des Actes Administratifs le 18 juillet 2017. Sa convention constitutive précise qu'il constitue le GRADeS (Groupement Régional d'Appui au Développement de l'e-santé) Nouvelle-Aquitaine.

A ce titre :

- Le GIP ESEA Nouvelle-Aquitaine est l'opérateur e-santé préférentiel de l'ARS Nouvelle-Aquitaine.
- Il mène de façon collaborative avec ses membres, les actions relatives à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie régionale d'e-santé, sous la supervision de l'ARS et dans une logique d'engagements réciproques (contractualisation pluriannuelle, ARS intégrée dans la gouvernance, ...).
- L'action du Groupement et de ses Membres vise à moderniser le système d'information régional de santé conformément aux recommandations nationales et régionales, grâce à la transformation numérique dans les champs du sanitaire, du médico-social, et en tant que de besoin, du social.
- Le GIP ESEA Nouvelle-Aquitaine est, dans le cadre de ses actions, missionné par l'ARS Nouvelle-Aquitaine pour le déploiement des outils e-santé sur l'ensemble de la Nouvelle Aquitaine.

1.2. Objet du marché

Le marché vise à sélectionner une complémentaire prévoyance destinée à couvrir d'une part, les agents contre les pertes de revenus liées à leur incapacité de travail, inaptitude ou invalidité et, d'autre part, leurs ayants droit en cas de décès de l'agent.

Cette démarche vise à garantir à nos agents l'accès à une complémentaire prévoyance conforme aux standards législatifs, en prenant en compte les spécificités de la fonction publique.

1.3. Cadre juridique et normatif

Références législatives :

- Décret 2024-678 du 4 juillet 2024 relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique de l'Etat
- Accord interministériel du 20 octobre 2023 relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité de travail, invalidité, décès) dans la FPE
- Code des assurances et Code la mutualité
- Code de la Sécurité social

Objectif :

Offrir aux agents publics une couverture des risques d'incapacité de travail pour raisons de santé conforme aux garanties légales obligatoires au plus tard au 1^{er} janvier 2026.

2. DESCRIPTION DU BESOIN

2.1. Etude des agents du GIP ESEA

A ce jour, le GIP ESEA est structuré de la manière suivante :

- 134 collaborateurs
 - 80 femmes
 - 54 hommes
- 38 ans d'âge moyen

Professions :

- Emploi de bureaux (directeurs, gestionnaires, assistants et chefs de projet...)
- Emploi itinérant (chargé de développement territoriaux, ...).

2.2. Condition d'adhésion

L'adhésion des agents au contrat ne pourra pas être conditionnée par leur âge ou leur état de santé Lorsque cette dernière intervient pendant les 6 premiers mois qui suivent :

- La date de prise d'effet du contrat souscrit par l'employeur ;
- La date d'embauche de l'agent, si cette date est postérieure à la date de prise d'effet du contrat.

Lorsque la demande d'adhésion est postérieure à ce délai de 6 mois, l'adhésion pourra être subordonnée à une tarification différente **fondée sur un questionnaire médical**.

Néanmoins, le contrat pourra comporter des conditions particulières permettant de prendre en compte la situation des agents en arrêt de travail à la date d'effet du contrat, en application du droit commun.

2.3. Condition de sortie

Cessation de l'adhésion : L'adhésion à la prévoyance cesse :

- À la fin du contrat de travail de l'agent
- En cas de départ à la retraite
- En cas de changement d'employeur dans la fonction publique

2.4. Garanties requises

Le contrat de prévoyance prend en charge les garanties décrites dans le décret 2024-678 du 4 juillet 2024 :

- Le congé de maladie lorsque la maladie qu'il présente est dûment constatée et le met dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions ;
- Le congé de maladie prévu à l'article 12 du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;
- Le congé de longue durée prévu à l'article L. 822-12 du code général de la fonction publique.

Dans le cas de congé de longue maladie ou de congé de grave maladie :

Le contrat de prévoyance prévoit le **versement d'une prestation complémentaire** assurant 100 % de la rémunération de l'agent la première année de congé, puis 80 % la deuxième et la troisième année.

Assiette servant de calcul à la rémunération : Le traitement indiciaire et les primes et indemnités maintenues en congé de grave maladie. Cette prestation est versée après déduction des sommes versées par l'employeur ou l'organisme de sécurité sociale

Dans le cas d'une invalidité d'origine non professionnelle :

Le contrat de prévoyance prévoit le versement d'une **prestation complémentaire** en cas d'invalidité **d'origine non professionnelle** vous permettant de percevoir :

- 50 % de la rémunération pour une invalidité de 1re catégorie définie au 1° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale
- 80 % de la rémunération pour une invalidité de 2e catégorie
- 80 % de la rémunération pour une invalidité de 3e catégorie, hors majoration de 40 % pour tierce personne.

Assiette servant de calcul à la rémunération : Le traitement ainsi que les primes et indemnités maintenues aux agents contractuels en congé de grave maladie.

La prestation est servie jusqu'à l'admission à la retraite de l'agent contractuel, après déduction des sommes versées par l'organisme de sécurité sociale.

Dans le cas du décès de l'agent :

Le contrat de prévoyance prévoit le versement du capital décès aux ayants droit de l'agent. Le montant de ce capital décès est égal au montant des douze derniers mois de rémunération brute de l'agent.

Le montant de ce capital est égal à trois fois la rémunération annuelle brute, lorsque le décès survient dans l'un des cas suivants :

- Accident de service ou maladie professionnelle
- Attentat
- Attaque en lien avec le service ou en raison de la fonction
- Acte de dévouement dans un intérêt public ou pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes.

Lorsque l'agent contractuel décédé n'a pas accompli une durée de services égale à un an le jour de son décès, la rémunération de référence servant au calcul des montants correspond à la rémunération à laquelle l'agent aurait eu droit s'il avait accompli un an de services.

L'ensemble de ces garanties ne peuvent pas couvrir le délai de carence.

Le contrat peut aussi porter sur des risques tels que les frais d'obsèques et la perte d'autonomie.

3. Prestations demandées aux soumissionnaires

3.1. Garanties de base et facultatives

Les prestataires doivent proposer :

- Une offre respectant les obligations légales décrites sur le décret.

3.2. Modalités de gestion et relation clients

3.2.1. Les services apportés aux agents d'ESEA

Le contrat de prévoyance devra proposer :

- Une interface web comme décrit ci-dessous
- Un centre d'appel à disposition des agents.
- Un engagement sur les délais de réponse sur les demandes de prise en charge lorsque c'est nécessaire.

Description du portail numérique souhaité :

- **Interface Utilisateur**
 - Design intuitif : Une interface claire et conviviale pour faciliter la navigation.
 - Accessibilité : Conformité aux normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.
- **Communication et Support**
 - Messagerie sécurisée : Outil de communication directe avec le service client.
 - Prise de rendez-vous : Option pour planifier des rendez-vous avec des conseillers.
- **Application Mobile (optionnelle)**
 - Accessibilité mobile : Développement d'une application mobile offrant les mêmes fonctionnalités que le portail web.
 - Notifications push : Alertes concernant les remboursements, échéances de cotisation, etc.
- **Informations et Ressources (optionnelle)**
 - FAQ et assistance en ligne : Section dédiée aux questions fréquentes et guides pratiques.
 - Actualités et mises à jour : Informations sur les changements de politiques, nouvelles garanties, etc.
- **Support client réactif avec service d'assistance téléphonique et par email, avec un référent attitré.**

3.2.2. Les services apportés à l'équipe administrative d'ESEA

- **Gestion des Comptes Utilisateur et Gestionnaire**
 - Création de compte : Inscription facile avec validation par email.
 - Authentification sécurisée : Mise en place d'un système d'authentification à deux facteurs.
- **Gestion Administrative**
 - Changement de situation : Fonctionnalité pour signaler des changements (changement d'adresse, etc.).
 - Désinscription et inscription : Processus simplifié pour gérer les inscriptions et désinscriptions.
 - Liaison DSN pour le paiement des cotisations

- **Sécurité et Confidentialité**

- Protection des données : Conformité aux normes de protection des données (RGPD).
- Chiffrement des informations : Mesures de sécurité pour protéger les données sensibles.
- Confidentialité des données : Accès strictement contrôlé aux informations sensibles, limité aux personnes autorisées, et mise en œuvre de politiques de confidentialité pour assurer que les données personnelles soient traitées avec respect et transparence.

3.3. Prise d'effet des garanties

Dans le cas d'un agent en arrêt de travail au moment de la prise d'effet du contrat de prévoyance, le décret prévoit la possibilité de couvrir l'agent en arrêt de travail à sa date d'effet et qui le demande, dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1989.

Il ne sera appliqué aucune franchise et aucun délai de carence lors de l'adhésion de l'agent au contrat.

4. MODALITES DE REPONSE AU MARCHE

4.1. Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre défini ci-après, en cas de contradiction :

- Le Règlement de Consultation (RC),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),

4.2. Documents à fournir

Le candidat devra fournir les documents suivants :

- Dossier de présentation de l'organisme.
- Un mémoire technique détaillé qui reprend toutes les modalités décrites dans le CCTP. Il devra fournir :
 - Le détail de l'organisation mise en œuvre pour exécuter le marché (interlocuteurs dédiés, numéro d'appel, délais d'intervention, etc.),
 - Les modalités de gestion du contrat et moyens technologiques mis en place,
 - Détails techniques sur les garanties proposées,
 - Liste des références dans des structures publiques ou privées. etc.
- Un tableau des tarifs clair des prestations proposées permettant une comparaison avec d'autres candidats.